

REPUBLIQUE DU BURUNDI
PARTI FRODEBU
FRONT POUR LA DEMOCRATIE AU BURUNDI
CABINET DU PRESIDENT

Dar-Es-Salaam le 04 Mai 1998

Transmis copie pour information à :

- Son Excellence Monsieur Robert MUGABE,
Président de la République du Zimbabwe
et Président en exercice de l'OUA
- Son Excellence Monsieur Williams Benjamin MKAPA,
Président de la République Tanzanienne
- Son Excellence Monsieur Pasteur BIZIMUNGU,
Président de la République Rwandaise
- Son Excellence Yoweri Kaguta MUSEVENI,
Président de la République Ougandaise
- Son Excellence Monsieur Frederick CHILUBA,
Président de la République de Zambie
- Son Excellence Monsieur Arap MOI,
Président de la République Kenyane.
- Son Excellence Monsieur Laurent Désiré KABILA,
Président de la République Démocratique du Congo
- Son Excellence Monsieur Mélès ZENAOUI,
Premier Ministre d'Ethiopie

A Son Excellence Monsieur Kofi Annan ,
Secrétaire Général des Nations Unies
New-York

Objet: Message du FRODEBU à l'occasion de votre visite en Afrique.

Excellence Monsieur le Secrétaire Général,

A l'occasion de votre visite en Afrique, nous avons l'honneur de nous adresser à vous , pour encore une fois vous faire part de nos préoccupations sur la grave situation qui prévaut au Burundi.

En effet, Excellence Monsieur le Secrétaire Général, dans les messages que nous avons adressés au Conseil de Sécurité de l'ONU et à vous-même en dates du 24 Octobre 1996 , du 12 février 1997 et du 26 novembre 1997, nous avons indiqué clairement que le Burundi vit une situation dramatique dans un contexte d'apartheid sanglant des noirs contre des noirs pratiqué

par une clique politico-militaire, ethniste, clanique et régionaliste , dirigée actuellement par le Major Pierre BUYOYA.

Depuis le putsch du 21 octobre 1993 qui a emporté le Président démocratiquement élu, Son Excellence NDADAYE Melchior et ses proches collaborateurs, le monde a assisté impuissant à l'effondrement total de la Nation burundaise. Et pourtant, le Parti SAHWANYA-FRODEBU n'a jamais cessé d'appeler la Communauté Internationale à affronter avec plus de courage et de responsabilité la grave situation prévalant au Burundi. La réponse de la Communauté Internationale et en particulier celle de l'ONU a été très timide, ce qui a permis aux responsables des malheurs qui prévalent au Burundi de continuer leur sale besogne.

Le Parti FRODEBU qui a été élu démocratiquement par le peuple burundais pour diriger le Burundi a toujours depuis le putsch du 21 octobre 1993 indiqué clairement à la Communauté nationale et Internationale que la clique politico-militaire, son armée mono ethnique et son Parti UPRONA dirigés par le Major BUYOYA Pierre étaient les vrais concepteurs et exécutants du putsch d'octobre 1993 au Burundi qui a plongé le pays dans des violences inqualifiables. Les enquêtes réalisées par un ensemble d'ONG de renommée internationale quelques jours après le putsch ont bien confirmé ces réalités. Et curieusement, les enquêteurs envoyés par l'ONU pour faire la lumière sur le putsch et les massacres qui s'en sont suivis, sans même consulter les conclusions des enquêtes des ONG et des Rapporteurs Spéciaux de l'ONU les Ambassadeurs Ake et Huslid mandatés par le Conseil de Sécurité des Nations Unies, n'ont fait qu'effleurer le problème , sans donner de réponse claire aux questions que toute la Communauté nationale et Internationale se posaient. Suite à de nombreuses manipulations allant de la désinformation aux faux témoignages judiciaires conçus par les concepteurs mêmes du putsch toujours en liberté, les enquêteurs de l'ONU ont poussé l'absurde jusqu'à à incriminer en partie le Parti FRODEBU dont ses plus Hauts dignitaires avaient été pourtant les premières victimes de cette clique politico-militaire , son armée et ses milices.

Nous devons à ce sujet vous renouveler nos remerciements , Excellence, pour le refus que vous avez adressé à la requête du régime putschiste concernant la mise en place d'un Tribunal International sur le Burundi , avant que la situation politique ne s'éclaircisse et que tous les protagonistes du conflit n'aient négocié et signé un accord politique garanti par la communauté internationale , notamment par les pays de la sous-région.

Excellence Monsieur le Secrétaire Général,

En finalisant le putsch du 21 Octobre 1993 par celui du 25 juillet 1996, l'oligarchie politico-militaire prétendait sauver le peuple burundais d'un hypothétique génocide. Mais en réalité, le Coup d'Etat du 25 juillet 1996 a été fait pour protéger les planificateurs et les exécutants du putsch du 21 octobre 1993 et les assassins du Président NDADAYE Melchior, en tête le Major Pierre BUYOYA lui-même, les responsables des escadrons de la mort et des massacres de populations civiles et des destructions des biens, contre toute procédure judiciaire indépendante et équitable.

Deux ans après la finalisation du putsch par le Major BUYOYA , la situation socio-politique au Burundi reste bloquée et le conflit ne fait que s'enfoncer davantage, évoluant vers une autre grande catastrophe en Afrique.

Après avoir refusé catégoriquement de s'engager dans les négociations globales exigées par le peuple burundais, par les pays de la sous-région et toute la communauté internationale, le régime putschiste est entrain de s'engager dans des manœuvres de diversion qu'il appelle "Processus interne, débat intérieur ou Partenariat entre le Gouvernement et L'Assemblée Nationale".

Par ces manœuvres , le régime putschiste veut pousser les Hauts Responsables de l'opposition particulièrement ceux du FRODEBU se trouvant à l'intérieur du pays à le reconnaître comme Président et lui donner un semblant de légitimité, en exerçant sur eux des pressions diverses, du chantage, des tracasseries et des menaces de toute sorte.

En agissant de la sorte, le régime veut une fois de plus abuser la communauté internationale et nationale, afin qu'il puisse échapper définitivement aux pressions de la communauté internationale en particulier à celles des pays de la sous-région qui exigent des négociations globales entre toutes les parties en conflit dans le cadre tracé à Arusha sous la médiation de Mwalimu Julius NYERERE. Par ces manœuvres, le régime illégal espère ainsi perpétrer le système d'apartheid et d'exclusion qui prévaut au Burundi, continuer à régner dans l'illégalité et enterrer à jamais la démocratie au Burundi. Le régime veut aussi éviter que toutes les questions sensibles soient posées et résolues dans un cadre international , seul pouvant donner des garanties d'application des accords négociés. Ces questions concernent surtout la réforme des forces de défense et de sécurité, le système judiciaire, les problèmes d'exclusion et l'acceptation par tout le monde de la démocratie et du verdict populaire, dont toute la communauté nationale et internationale savent très bien qu'elles sont à la base de tous les malheurs que le pays a connus.

Excellence Monsieur le Secrétaire Général,

Le Parti FRODEBU a déjà exprimé son entière disponibilité à s'asseoir sur une table de négociations avec toutes les parties en conflit, dans un cadre approprié suffisamment couvert et garanti par la communauté internationale, notamment le cadre qui a été tracé par les Chefs d'Etat de la sous-région à Arusha, sous la médiation de Mwalimu Julius NYERERE. Le Parti FRODEBU vous réitère cette entière disponibilité.

Le Parti FRODEBU condamne et rejette toutes les manipulations, toutes les manœuvres actuelles qui constituent un échappatoire aux véritables problèmes posés au Burundi.

Le régime du Major BUYOYA est illégal est n'a aucun mandat du peuple pour amender la constitution nationale et ne peut en aucun cas apporter des modifications dans la composition et les missions de l'Assemblée Nationale qui a été élue par le peuple.

A ce sujet, le Parti FRODEBU considère que l'Assemblée Nationale actuelle élue par le peuple doit continuer son mandat au delà du mois de juin par prolongation automatique jusqu'à ce que de nouvelles élections soient organisées.

Le FRODEBU considère que toutes les hautes personnalités du FRODEBU se trouvant à l'intérieur du pays sont des otages de facto du régime en place, tant que ce dernier ne les laisse pas aller librement exprimer leur point de vue dans un cadre international approprié comme celui d'Arusha. Les engagements pris avec l'épée de Damoclès suspendu à leur cou ne sera

qu'un prix consenti par force pour sauvegarder leur vie et récupérer leurs libertés individuelles et ne seront jamais des engagements du Parti FRODEBU.

Le FRODEBU ne reconnaîtra jamais et s'opposera avec toute son énergie à tout processus qui ne soit pas le fruit de négociations globales entre toutes les parties en conflit dans le cadre tracé par la communauté internationale et particulièrement par les pays de la sous-région. Le Parti FRODEBU ne veut plus d'un semblant de solution qui ne fait que perpétrer et même aggraver le conflit et les souffrances du peuple burundais et ainsi exposer le pays à une explosion catastrophique.

Excellence Monsieur le Secrétaire Général,

Le peuple burundais souffre atrocement depuis une trentaine sous le regard complice de la communauté internationale. Le conflit du Burundi constitue une poudrière dans une sous-région qui n'est pas encore stabilisée après les affres laissées par le génocide du Rwanda et les massacres pendant la dernière guerre en République Démocratique du Congo. Il est totalement incompréhensible que la communauté internationale n'ait pas fait suffisamment d'efforts face au conflit burundais qui pourtant est connu depuis longtemps et n'était pas du tout le cas le plus difficile à résoudre.

Ces dernières années, les pays de la sous-région des Grands Lacs ont fourni tant d'efforts pour trouver une issue pacifique, juste et équitable au douloureux conflit burundais. Cependant, force est de reconnaître que toute la communauté internationale n'a pas apporté tout le soutien nécessaire à ces efforts. Certains pays et certaines organisations internationales ont même poussé le cynisme jusqu'à s'opposer et saboter ouvertement le processus engagé courageusement par les pays de la sous-région. Ceci a eu pour effet malheureux de prolonger et d'aggraver davantage le conflit et consolider le régime illégal du Major BUYOYA dans son arrogance à l'endroit de la communauté internationale et de ceux qui réclament la démocratie.

Alors que l'ONU, l'OUA et les pays de la sous-région de l'Afrique de l'Ouest ont conjugué de façon intensive leurs efforts, utilisant même la force militaire pour régler dans un temps relativement court le cas de la Sierra Léone pourtant similaire à celui du Burundi, l'on a observé de coupables hésitations pour ce dernier cas de la part de l'ONU.

Eu égard à cette situation, le Parti FRODEBU réitère une fois de plus à travers votre Excellence, à l'ONU, ses principales doléances qui sont pour la plupart contenues dans nos messages antérieurs:

1. Le Parti FRODEBU vous demande d'apporter tout votre entier soutien au processus engagé par les pays de la sous-région en appelant toutes les parties en conflit au Burundi à répondre positivement, sans faux-fuyants et sans manœuvres dilatoires, aux négociations globales préconisées par les Chefs d'Etat de la sous-région et toute la communauté internationale sous la médiation de Mwalimu Julius NYERERE.

A ce sujet, le FRODEBU vous demande de rejeter les manœuvres actuelles du régime illégal de Bujumbura appelées "Processus interne ou débats intérieurs" qui ne constituent que des échappatoires destinés à abuser la communauté nationale et internationale afin de refuser définitivement la tenue de véritables négociations.

2. Le Parti FRODEBU réitère sa demande au Conseil de Sécurité des Nations Unies de faire siennes les sanctions prises par la sous-région à l'endroit du régime illégal de Bujumbura, et surtout de décréter un embargo sur les armes à l'endroit de ce régime tel qu'il l'avait envisagé dans sa résolution sur le Burundi faite en Novembre 1996.

3. Le Parti FRODEBU demande à l'ONU d'apporter son soutien à l'endroit des pays de la sous-région pour que le cas du Burundi soit réglé le plus rapidement possible, la cas échéant de la manière dont le conflit de la Sierra Léone a été réglé.

Excellence Monsieur le Secrétaire Général,

En terminant ce message, nous voudrions vous remercier pour la visite que vous allez rendre au peuple burundais. Elle montre combien la situation dramatique qui prévaut au Burundi vous préoccupe. Le peuple burundais aujourd'hui désespéré va retrouver espoir que le monde ne l'a pas abandonné à son triste sort.

Vous souhaitant que votre voyage en Afrique puisse apporter plus d'espoir aux peuples de la sous-région et particulièrement au peuple burundais qui souffre tant, et convaincus que notre appel sera entendu, nous vous prions d'agréer, Excellence Monsieur le secrétaire Général, l'assurance de notre très haute considération.

Le Président du Parti FRODEBU

Honorable Docteur MINANI Jean

Copie pour information:

- Son Excellence Monsieur Salim Ahmed Salim, Secrétaire Général de l'OUA
- Son Excellence MWALIMU Julius K. NYERERE,
Médiateur dans le conflit burundais
- Mesdames, Messieurs les membres permanents du Conseil de Sécurité de l'ONU

Phone (mobile): 255 811 320794 Fax: 255 51 780549 E.Mail: pcnahima@raha.com